



LIDL

72, Avenue Robert Schuman

94150 RUNGIS

NOTE D'ACCOMPAGNEMENT A LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS

**Extension d'un entrepôt logistique
ZAC du Roumois
Communes de Honguemare-Guenouville et Bosgouet**

SOMMAIRE

PAGES

1	PREAMBULE	3
2	PRESENTATION DU PROJET	5
2.1	Localisation	5
2.2	Activité.....	6
2.2.1	Secteurs d'activités	6
2.2.2	Caractéristiques principales du projet	6
2.2.3	Produits stockés : nature des produits et mode de stockage	7
2.2.4	Mode de stockage et organisation	7
2.2.5	Effectif et rythme de travail	7
2.3	Caractéristiques principales du projet en terme de consommations et d'émissions.....	8
2.3.1	Eau	8
2.3.2	Air	10
2.3.3	Déchets	10
2.3.4	Bruit	11
2.3.5	Accès au site et trafic	11
2.3.6	Energie	12
3	ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT	13
4	ANALYSE DES EFFETS ET MESURES ASSOCIEES	14
4.1	Effets sur le milieu physique	14
4.1.1	Sols et sous-sols	14
4.1.2	Ressource en eau	15
4.2	Gestion des émissions atmosphériques	15
4.2.1	Emissions liées au trafic routier	15
4.2.2	Emissions liées aux installations de combustion.....	15
4.3	Gestion des émissions sonores	15
4.4	Gestion des déchets	16
4.5	Effets sur les milieux naturels	16
4.6	Effets sur le paysage	16
4.7	Effets sur la santé	16
4.8	Effets liés à la phase chantier	17

1 PREAMBULE

La présente note qui accompagne la demande d'examen au cas par cas s'inscrit dans le cadre du projet d'extension de la plateforme logistique de LIDL sur les communes de Honguemare-Guenouville et Bosgouet (27).

Par arrêté préfectoral du 27 mai 2016, la société LIDL est autorisée à exploiter un bâtiment logistique situé dans la zone du Favary sur les communes de Honguemare-Guenouville et Bosgouet (27). La plate-forme logistique a pour vocation de réceptionner, stocker et distribuer des produits alimentaires d'épicerie aux magasins. Cet entrepôt est construit et en exploitation. La société LIDL projette la réalisation d'une extension de sa base logistique :

- ajout d'une cellule d'environ 10000m² (appelée cellule 0) dans le prolongement de l'entrepôt existant
- construction d'un bâtiment dit Bâtiment Bis, d'environ 10000 m² et implanté à 60m du bâtiment existant.

Les différentes opérations effectuées sur le site sont la réception, le contrôle, la manutention, la préparation de commandes et l'expédition.

Au vu du type d'établissement prévu par le projet, la démarche entre dans le cadre de l'application de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement dont les rubriques 1 et 39 du tableau de son annexe sont rappelées ci-dessous.

Concernant la rubrique 1 : le site est globalement soumis au régime de l'autorisation (le site dispose déjà d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter), un nouveau dossier sera réalisé pour la construction de l'extension. Par ailleurs, l'entrepôt ne relève pas de la directive IED et n'est pas classé Seveso.

Concernant la rubrique 39, la surface de plancher créée est comprise entre 10000 et 40000 m²

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)		
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	a) Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement.	
	b) Création d'établissements entrant dans le champ de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article (*).	
	c) Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha.	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l'article L. 512-7-2 du code de l'environnement).
	d) Parcs éoliens soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE
	e) Elevages bovins soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2101 (élevages de veaux de boucherie ou bovins à l'engraissement, vaches laitières) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	f) Stockage géologique de CO ₂ soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2970 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains		
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement.	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m ² .	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m ² .
	b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme est supérieure ou égale à 40 000 m ² .	b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme est comprise entre 10 000 et 40 000 m ² .

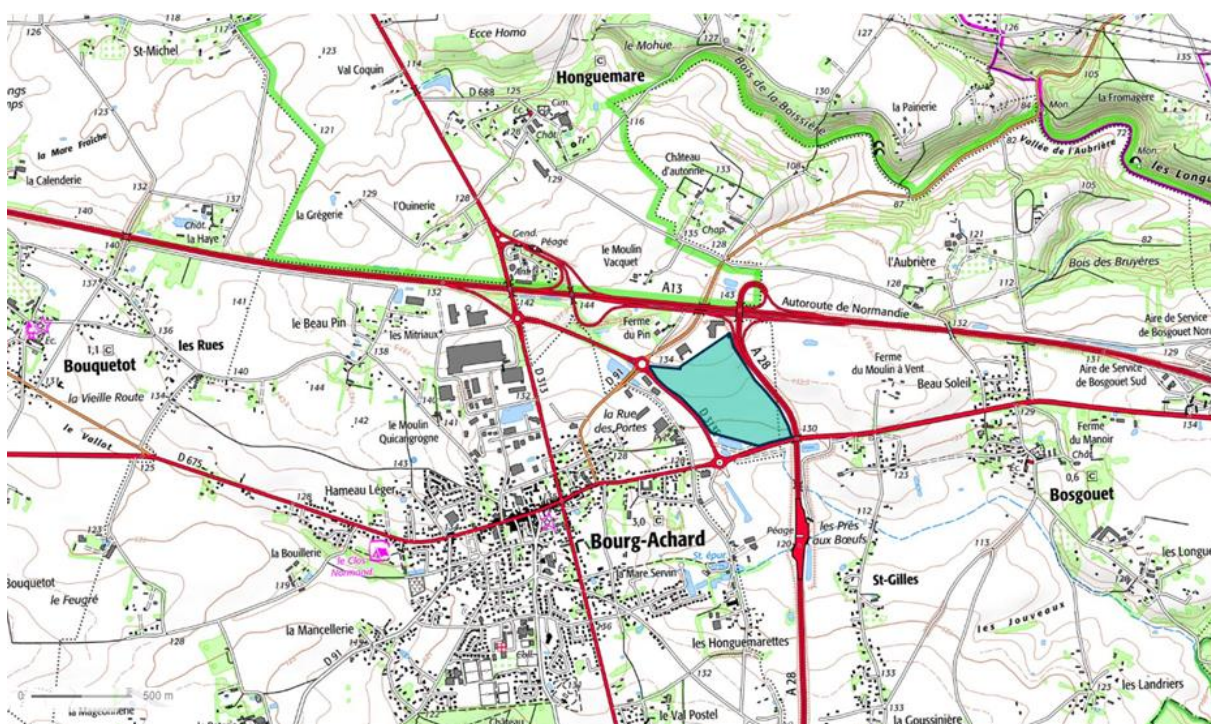
La présente note d'accompagnement en complément des pièces réglementairement obligatoires a pour but de mettre en évidence les enjeux environnementaux présents aux abords du site et de présenter à l'Autorité environnementale les impacts prévisibles liés à la réalisation de l'opération et les mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les effets préjudiciables.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 LOCALISATION

Le projet de la société LIDL est localisé sur les communes de Honguemare-Guenouville et Bosgouet. La localisation est présentée ci-dessous.

La localisation du site est présentée sur l'extrait de carte IGN ci-dessous.



2.2 ACTIVITE

2.2.1 Secteurs d'activités

Le bâtiment est dédié à une activité d'entreposage et de logistique pour des produits essentiellement alimentaires d'épicerie à destination des points de vente de la région.

La plate-forme existante comporte 6 cellules de stockage, dans lesquelles la société LIDL stocke des produits destinés à la vente dans les magasins : produits frais, surgelés, fruits et légumes, conserves, alcools de bouche, vins, bières, sodas, jus de fruit, eau, lait, condiments, sucres, farines, pâtes, riz, droguerie, produits d'hygiène, articles promotionnels, alimentation animale, aérosols, huiles végétales. Pour certaines marchandises, le fonctionnement du site s'apparente à de la messagerie, les palettes étant stockées en masse au maximum une journée. Les produits à très forte rotation sont même reçus directement au niveau de la zone expédition. Elle comporte également une septième cellule appelée pool palettes servant au stockage des déchets et des palettes.

2.2.2 Caractéristiques principales du projet

Afin de réaliser le projet, la société LIDL a acquis une parcelle adjacente au site existant, parcelle d'une surface de 31 385 m² portant la surface globale du site à 182 370 m².

Tel que mentionné précédemment, la plateforme existante comporte

- 7 cellules (6 cellules de stockage et un pool palettes / recyclage)
- des bureaux et locaux sociaux,
- des locaux techniques : chaufferie, groupe électrogène, local ammoniac, local de charge, transformateur, TGBT, sprinkler, maintenance.

L'extension servira à la création d'une cellule de stockage supplémentaire (cellule 0 accolée à la cellule 1) et à la création d'un bâtiment secondaire dédié au stockage de produits secs non réfrigérés (en partie, des produits destinés au stockage de matériel pour les magasins et en partie des produits destinés à la vente).

Ainsi, nous présentons ci-dessous les principales dispositions constructives retenues :

- la structure de l'entrepôt sera R60
- le mur séparatif entre cellules 0 et 1 sera REI120 ou REI180
- Les façades seront en bardage métallique (avec un écran thermique au niveau de la façade Nord-ouest de la cellule 0 et Sud-ouest du bâtiment bis)
- Des portes EI2 120C seront mises en place dans ces murs séparatifs, et les ouvertures munies de dispositifs de fermeture ou calfeutrement assurent un degré de résistance au feu équivalent.
- Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).
- Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les dispositions du point 5 de l'arrêté du 11 avril 2017 seront respectées
- Les cellules 0 et bâtiment Bis seront toutes deux équipées d'un système d'extinction automatique.

2.2.3 Produits stockés : nature des produits et mode de stockage

Les produits stockés peuvent être :

- **des produits alimentaires solides :**
 - o produits agro-alimentaires secs « épices sucres conserves » (sucre, farine, café, gâteaux secs, riz, pâtes),
 - o produits alimentaires frais, fruits, légumes : la part de combustibles représente 10%.
- **des produits alimentaires liquides :**
 - o liquides ininflammables : eau, boissons, jus de fruits, sodas, sous emballages combustibles,
 - o liquides combustibles ou inflammables : bières, spiritueux, alcools de moins de 40°
- **des produits divers combustibles liés à la distribution :**
 - o des produits d'hygiène et de parfumerie solides : papier hygiénique, couches culottes, mouchoirs, lessive, ...
 - o des produits d'hygiène et de parfumerie liquides : eaux de toilettes, savons liquides, shampoings, ...
 - o des produits textiles et maroquinerie : vêtements, chaussures, articles de sport ...
 - o des produits d'entretien
 - o des produits de bricolage, jardinage, papeterie, jouets,
 - o des produits divers d'équipement de la maison, textiles de la maison, décoration,
 - o des petits meubles, petit électroménager, luminaires,
 - o des produits HiFi, vidéo, informatiques, ...
- **des articles d'emballages en bois, cartons, plastique.**

➔ **Pour l'extension, la nature des produits stockés reste inchangée. L'entrepôt ne sera utilisé que par LIDL pour approvisionner ses magasins. Il en résulte une parfaite connaissance des produits stockés dans le bâtiment, et ce, à tout moment.**

2.2.4 Mode de stockage et organisation

Les produits pourront être stockés en masse, en racks ou bien en racks dynamiques. Quel que soit le mode retenu, celui-ci respectera les prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017.

2.2.5 Effectif et rythme de travail

L'établissement comporte aujourd'hui environ 220 personnes.

L'activité de l'entrepôt se déroule 24h / 24h, 6j/7j (fermeture du samedi 22h à dimanche 22h)

Le site ne reçoit pas de public.

Les horaires de travail resteront inchangés avec le projet d'extension. Avec le projet d'extension, il est prévu une augmentation des effectifs de 80 personnes sur 5 ans.

2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET EN TERME DE CONSOMMATIONS ET D'EMISSIONS

2.3.1 Eau

2.3.1.1 Nature de l'approvisionnement et consommation en eau

L'eau utilisée pour les besoins de l'activité existante provient du réseau d'adduction d'eau potable de la zone. Il n'y a aucun forage ou prélèvement d'eaux souterraines. Il en sera de même pour l'extension.

Sur le site existant, l'eau est utilisée pour les besoins domestiques, pour le nettoyage des cellules et pour le fonctionnement des condenseurs évaporatifs (poste de consommation le plus important).

Pour l'extension, l'augmentation sera principalement liée à l'augmentation des effectifs (il n'est pas prévu de nouvelle installation technique susceptible de consommer de l'eau).

2.3.1.2 Caractérisation des effluents

Les eaux et rejets liquides issus de l'entrepôt sont classés en plusieurs catégories :

- les eaux domestiques ;
- les eaux pluviales.

Il faut ajouter deux autres catégories de rejets qui ne relèvent pas d'un fonctionnement normal :

- les déversements accidentels de produits liquides ;
- les eaux d'extinction d'un incendie.



Eaux usées

Les eaux usées sont constituées pour l'essentiel des eaux d'origine domestique, c'est-à-dire des eaux vannes des installations sanitaires et eaux de douches véhiculant une charge organique. Des eaux associées au lavage des équipements sont également présents.

En l'absence d'augmentation significative des effectifs, les rejets d'eaux usées ne seront pas modifiés. Par ailleurs, l'extension ne générera aucun rejet d'eaux industrielles.



Eaux pluviales

En dehors des eaux qui s'infiltrent au sol, au droit des espaces libres, les eaux pluviales sont celles récupérées sur les surfaces imperméabilisées. Elles sont constituées des eaux de toiture ainsi que des eaux de voiries.

Etant donné l'activité de l'entrepôt et son environnement proche, les eaux collectées sur les toitures ne sont pas susceptibles d'être polluées.

Les eaux collectées sur les voiries et parkings se chargent en matières en suspension, en hydrocarbures. Ces eaux sont généralement trop concentrées pour ces paramètres, pour envisager un rejet dans le milieu naturel.

2.3.1.3 Canalisations d'eau

Alimentation en eau

Le site est déjà raccordé au réseau d'eau potable.

Assainissement eaux usées

Les effluents du bâtiment existant sont rejetés dans le réseau d'eaux usées de la zone. Les eaux usées sont envoyées vers la station d'épuration communale. Il en sera de même pour l'extension.

Eaux pluviales

En préambule, il convient de rappeler que la ZAC du Roumois est autorisée au titre de la loi sur l'eau par arrêté du 21 août 2007. Des bassins complémentaires seront réalisés pour gérer les nouvelles surfaces imperméabilisées. Le dimensionnement sera réalisé suivant les prescriptions de l'arrêté du 21 août 2007.

Eau incendie

La création du projet requiert un débit de 585 m³/h (calcul réalisé suivant les premières hypothèses pouvant être affiné au cours des études).

Le dispositif de défense incendie existant du site est alimenté comme suit :

- 13 poteaux incendie seront répartis autour du bâtiment, selon les règles applicables en la matière. Le réseau incendie peut assurer un débit de 180 m³/h,
- une bache réserve pompier de 240 m³, équipé de 2 cannes d'aspiration, positionnée au sud-ouest des locaux techniques, en dehors de flux thermiques de 5 kW/m².

Des poteaux incendie seront donc ajoutés conformément à la réglementation. Le complément d'eau nécessaire (570 m³ d'après les premières études) sera assuré par une bache réserve.

2.3.2 Air

Les activités de stockage et de réception/préparation de commandes/expéditions ne génèrent pas directement d'émissions atmosphériques.

Les émissions atmosphériques sont liées :

- à la charge des accumulateurs : rejet atmosphérique d'hydrogène
→ Dans le cadre de l'extension, il sera réalisé un local de charge supplémentaire (local réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 mai 2000)
- au trafic routier engendré par les activités du projet : émissions des gaz de combustion moteur (CO₂, CO, NO_x, poussières) ;
→ il est à noter que la demande d'autorisation initiale prévoyait déjà un trafic de 160 PL supérieur à ce qui sera réellement mis en place (130 PL incluant le projet d'extension)
- au rejet des installations de combustion de la chaufferie au Gaz Naturel, du groupe électrogène et des motopompes sprinkler.
→ Dans le cadre de l'extension, les études sont en cours afin de dimensionner les nouvelles installations nécessaires au projet (local sprinkler, et éventuellement nouvelle chaufferie).

Les installations de climatisation ne produisent pas d'émissions atmosphériques en situation normale.

2.3.3 Déchets

2.3.3.1 Généralités

Les grandes catégories de déchets sont présentées ci-dessous :

- **Déchets inertes** : ils sont inertes du point de vue chimique et physique ; ils sont constitués surtout de déblais, de stériles des activités extractives, de produits de démolitions, etc., ne contenant pas de substances toxiques ou dangereuses, et non souillés par ces substances.
- **Déchets industriels banals** : ils sont également solides à l'état brut et de nature assimilable à celle des ordures ménagères ; ils peuvent être traités de la même façon et en même temps ; comme les déchets inertes, ils ne contiennent pas de substances toxiques ou dangereuses.
- **Déchets dangereux** : ils sont spécifiques des activités qui les génèrent ; ils contiennent des éléments nocifs ou dangereux à différents titres (toxicité chimique ou biologique, risques d'incendie ou d'explosion, radioactivité, etc.) et impliquent des précautions particulières d'élimination.
- **Déchets non dangereux** : les déchets non dangereux sont les déchets qui ne présentent aucune des propriétés de dangers énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement (toxique, explosif, corrosif,...).

2.3.3.2 Nature des déchets générés

Les déchets qui sont produits sur le site sont de plusieurs origines :

Déchets provenant du fonctionnement de l'entrepôt

L'activité de logistique génère peu de type de déchets, il s'agit :

- pour l'essentiel de déchets d'emballages : cartons, films plastiques, palettes perdues ou abîmées. Les volumes produits dépendent notamment de l'activité du site : présence ou non d'opérations de reconditionnement, de préparation de commande.
- des marchandises : flacons, déchets souillés ...

Déchets provenant des bureaux et locaux sociaux (ordures ménagères)

Il s'agit pour l'essentiel de :

- papiers ;
- déchets de nettoyage (sacs d'aspirateur, ...) ;
- gobelets plastiques ;
- bouteilles verre et plastiques, boîte de boisson aluminium ;
- reliefs de repas provenant du personnel déjeunant sur place.

Déchets provenant des opérations d'entretien

Ces déchets sont essentiellement constitués de :

- déchets métalliques provenant d'opérations de réparation éventuelles au niveau du bâtiment ou des modifications dans l'aménagement des racks ;
- huiles de lubrification, huiles hydrauliques, batteries usagées, chiffons souillés provenant des opérations d'entretien réalisées sur les chariots de manutention. Les entretiens périodiques des chariots sont réalisés par une société extérieure qui prend en charge les opérations de vidange et remplacement des batteries ;
- déchets provenant de l'entretien des espaces verts : gazon, déchets d'élagage.

2.3.4 Bruit

L'activité n'est pas de nature bruyante. Néanmoins, certaines installations sont génératrices de bruit :

- Le trafic engendré par l'activité : camions et véhicules légers ;
- Les opérations de manutention par les chariots élévateurs ;
- Les livraisons et manutentions de bennes à déchets, ainsi que le fonctionnement des compacteurs déchets
- Le fonctionnement des installations frigorifiques
- Certaines installations techniques : chaufferie, groupe électrogène, ventilateur de la tour de refroidissement

Le projet d'extension ne requerra pas de nouvelles installations techniques qui peuvent être à l'origine de nuisances sonores. Une mesure des niveaux sonores en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée sera réalisée dans les six mois suivant la réalisation de l'extension afin de s'assurer de la conformité des niveaux sonores.

2.3.5 Accès au site et trafic

Les accès au site seront modifiés par le projet d'extension : création d'un nouvel accès avec différenciation des vois VL et PL.

Il est rappelé l'existence d'un second accès pour les services de secours au Sud-Est du site. Cet accès quant à lui ne sera pas modifié par le projet.

Le trafic routier induit par l'activité de l'entrepôt est constitué :

- du trafic de véhicules légers induit par les mouvements du personnel d'exploitation de l'entrepôt et des visiteurs : trafic actuellement constitué de 260 véhicules / jour auquel s'ajouteront 80 VL/j avec l'augmentation prévue des effectifs
- du trafic de véhicules routiers de tonnages et volumes divers : trafic actuel de 60 PL/jour en réception et 40 PL en expédition). Avec le projet, le trafic global de la plateforme s'élèvera à environ 130 PL

L'activité de l'entrepôt se déroule 24h / 24h, 6j/7j.

Les services administratifs suivent des horaires classiques, de 07h00 à 19h00 du lundi au vendredi.
Le site ne reçoit pas de public.

2.3.6 Energie

Les principales sources d'énergie consommées sur le site sont :

- l'électricité, pour les besoins de fonctionnement des différents équipements, ainsi que pour les besoins des bureaux,
- le gaz naturel, utilisé pour l'alimentation de la chaufferie,
- le fioul, utilisé pour l'alimentation des groupes motopompe sprinkler et du groupe électrogène.

3 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

Le tableau suivant est une synthèse de l'environnement du site (sans modification par rapport à la demande initiale autorisée), permettant ainsi d'identifier les enjeux.

	Etat initial
Localisation	Le site se trouve sur les communes de Honguemare-Guenouville et Bosgouet, dans la ZAC du Roumois.
Paysage	Le site fait partie de l'unité paysagère du Roumois
Milieus naturels	<p>Le site n'est situé dans aucun périmètre de zone naturelle</p> <p>Un prédiagnostic écologique a été réalisé afin d'identifier les espèces à enjeu et les mesures à prendre.</p> <p>Concernant la flore et les végétations, les potentialités du site semblent faibles au regard des formations végétales présentes. Les enjeux les plus forts devraient concerner les oiseaux. Des inventaires complémentaires sont prévus au printemps 2020 ainsi qu'une étude permettant d'identifier la présence de zones humides au droit du site.</p>
Géologie	Terrains constitués en surface de limons des plateaux reposent sur des couches d'argiles à silex.
Hydrologie	
Hydrographie	Seine à environ 3 km au Nord du site
Hydrogéologie	Présence d'une nappe profonde au droit du site qui n'est pas utilisée comme ressource en eau potable.
Conditions climatiques	Climat de type océanique caractérisé par des hivers frais et des étés doux
Air	Le site est localisé près d'axes routiers (A13 et A28) qui contribuent à la pollution atmosphérique.
Infrastructures de transport	<p>Le terrain est bordé :</p> <ul style="list-style-type: none">· Au sud par la RD 675,· Au nord par la route de la Ferme du Pin et l'A13,· A l'ouest par la RD 91 et la RD 313E,· A l'est par l'A28 <p>La voie ferrée la plus proche est à plus de 4 km au Sud.</p>
Acoustique	<p>Les principales sources sonores au voisinage du site sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation,- et dans une moindre mesure, les établissements de la ZAC du Roumois
Patrimoine architectural	Le site n'est pas dans le périmètre de protection d'un monument historique, ni dans une zone de présomption archéologique

4 ANALYSE DES EFFETS ET MESURES ASSOCIEES

4.1 EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE

4.1.1 Sols et sous-sols

D'une façon générale, les risques potentiels peuvent provenir :

- d'une modification physique et/ou chimique des eaux, d'une perturbation du milieu naturel, suite à un déversement ponctuel, périodique ou chronique dans le milieu naturel ;
- d'une contamination indirecte par accumulation au long de la chaîne alimentaire.

Les rejets aqueux du site sont les suivants :

- rejets sanitaires : Le risque au niveau des rejets sanitaires est associé à la présence dans ces effluents de germes pathogènes. De plus, ces rejets représentent également une charge organique polluante.
- rejets d'eaux pluviales : Les eaux pluviales des quais, parkings et aires de manœuvre seront susceptibles d'entraîner des poussières, des traces de boues et d'huiles/ hydrocarbures laissées par les véhicules à moteur sur le sol. Compte-tenu de l'activité du site et notamment l'absence de rejets atmosphériques, les eaux de toiture, quant à elles, ne seront pas susceptibles d'être polluées.

→ Mesures relatives à la gestion des eaux

LIDL prendra les mesures suivantes :

- Séparation de réseaux eaux usées sanitaires et eaux pluviales afin d'adapter le traitement à chaque type d'effluents. Ces dispositions sont pour rappel déjà prises pour l'existant, il en sera de même pour l'extension
- Traitement des eaux pluviales de voiries et de quais pour retenir les traces d'huiles, d'hydrocarbures et de poussières susceptibles de polluer le milieu naturel.
- Raccordement au réseau d'eaux usées de la zone pour acheminement vers la station d'épuration communale. Le raccordement est déjà existant et les effluents rejetés seront de même nature (eaux usées domestiques, pas d'effluents industriels).
- Le site dispose de deux bassins de rétention servant à la rétention des eaux d'extinction et à la régulation des eaux pluviales du site. Dans le cadre du projet, de nouveaux bassins seront créés pour prendre en compte d'une part l'imperméabilisation de nouvelles surfaces et d'autre part un volume d'eaux d'extinction plus important (lié à une taille de cellules plus importante – cellule de 10000 m²)

→ Mesures relatives aux risques de pollution accidentelle

Les risques de pollution accidentelle sur le site sont maîtrisés avec :

- Le stockage des déchets potentiellement polluants sur des aires imperméabilisées, à l'abri des précipitations,
- Le stockage des liquides sur des rétentions suffisamment dimensionnées, de volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité des réservoirs associés. Un bassin de rétention déporté sera spécifiquement créé.
- L'absence de stockage enterré,
- La présence de produits absorbants sur site,
- La possibilité de confiner les eaux d'extinction incendie au niveau des quais et de bassins étanches conçus et dimensionnés pour pouvoir contenir les eaux incendie

4.1.2 Ressource en eau

La consommation d'eau à usage domestique est actuellement d'environ 13 000 m³ par an. Avec l'extension, il n'est pas prévu d'augmentation significative. En effet :

- il n'y aura pas pour l'extension d'installation technique susceptible d'être consommatrice d'eau
- les seuls besoins supplémentaires seront liés
 - o au fonctionnement des autolaveuses pour les deux nouvelles cellules.
 - o à l'augmentation des effectifs : environ 80 personnes en plus soit environ 1200 m³ par an,

→ Mesures relatives à la ressource en eau

Un dispositif de disconnexion (clapet anti-retour) est installé sur le réseau. Ce dispositif permet d'éviter une éventuelle pollution du réseau public d'eau potable de la zone par des phénomènes de retour. Cet équipement fait l'objet d'un contrôle annuel.

Par ailleurs, un suivi régulier de la consommation en eau permet de détecter tout problème éventuel (fuites). Il en sera de même pour l'extension.

4.2 GESTION DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

4.2.1 Emissions liées au trafic routier

L'extension générera un trafic supplémentaire d'environ 30% avec à terme environ 130 PL par jour. Il est toutefois à noter que le trafic prévu dans la demande initiale était d'ores et déjà de 160 PL par jour.

Les rejets gazeux liés aux gaz d'échappement des véhicules sont du dioxyde de carbone (CO₂), du monoxyde de carbone (CO) et en moindre mesure, et pour les diesels, du dioxyde de soufre (SO₂) et des poussières.

Les émissions induites par le trafic routier se trouveront réduites :

- par la mise en circulation de véhicules conformes au code de la route ;
- par le caractère marginal du trafic par rapport à celui drainé par les grands axes routiers et autoroutiers ;
- par l'obligation des véhicules en cours de chargement ou de déchargement, d'avoir leur moteur à l'arrêt.

4.2.2 Emissions liées aux installations de combustion

Le site existant dispose des installations de combustion suivantes :

- Chaudière au gaz naturel de 1,9 MWth
- Groupe électrogène de 1,6 MWth

Dans le cadre du projet d'extension, une étude complémentaire doit être réalisée afin de voir si de nouvelles installations de combustion sont nécessaires.

4.3 GESTION DES EMISSIONS SONORES

L'établissement se situe dans une zone destinée à accueillir des activités industrielles, et à proximité d'infrastructures routières (A13 et A28) où le trafic, notamment en poids lourd, y est très important. Le niveau sonore ambiant (bruit de fond) est donc déjà marqué.

Il est par ailleurs rappelé que les activités d'un entrepôt logistique ne sont pas de nature bruyante ; l'impact sonore du site est principalement lié au trafic routier ainsi qu'à certaines installations techniques et notamment les installations frigorifiques. De plus, l'entrepôt s'inscrit dans une zone n'ayant pas un voisinage direct présentant une sensibilité particulière (école, hôpital, maison de retraite..).

Les dispositions suivantes déjà mises en place au niveau de l'existant et qui seront reprises pour l'extension contribueront à limiter l'impact sonore de l'établissement :

- les véhicules seront conformes à la réglementation propre aux bruits émis par les véhicules automobiles ;
- conformément aux dispositions du Code de la Route, les règles de circulation à l'intérieur de la zone seront applicables ; la vitesse de circulation sera réduite à l'approche des sites (30 km/h) ;
- il n'y aura pas de sirène autre que celle pour donner l'alarme qui sera implantée à l'intérieur du bâtiment ;
- les chariots de manutention seront électriques et présenteront un faible niveau sonore ;
- les niveaux sonores en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée feront l'objet de mesures tous les 3 ans.

4.4 GESTION DES DECHETS

Le mode de gestion des déchets générés par l'activité du site ne permet pas d'envisager d'impact direct à court, moyen ou long terme sur l'environnement ou sur la santé publique.

En effet, les principales dispositions suivantes sont prises :

- une durée de stockage limitée, un stockage sur des aires imperméabilisées, un stockage sur rétention pour les déchets liquides ;
- l'accès au stockage des déchets dangereux interdit à toute personne étrangère au site ;
- séparation des déchets selon leur nature (dans l'entrepôt et dans les bureaux) ;
- la prise en compte des incompatibilités entre les produits pour leur stockage.

Concernant les effets indirects, ceux-ci peuvent être dus au devenir des déchets. La gestion des déchets est établie en respect des réglementations en vigueur ; les déchets sont éliminés auprès de sociétés dûment autorisées avec mise en place d'une procédure de suivi pour les Déchets Industriels Dangereux. Le recours à des prestataires autorisés conformément à la réglementation permet de garantir des niveaux de risque acceptables.

4.5 EFFETS SUR LES MILIEUX NATURELS

Il faut tout d'abord noter que l'entrepôt n'est pas implanté dans une ZNIEFF, une zone Natura 2000 ni dans un Parc Naturel ou dans une réserve naturelle. De plus, le projet est situé dans une zone industrielle et à proximité d'axes routiers importants.

Au vu de la nature de l'activité (absence de halo lumineux particulier, émissions atmosphériques limitées au trafic, rejets aqueux constitués uniquement des eaux pluviales de voiries traitées, eaux sanitaires traitées par une STEP, produits liquides placés sur rétention), le site ne va pas générer de perturbation, dégradation ou destruction de la biodiversité.

Ainsi, les effets sur le milieu naturel sont liés essentiellement à l'implantation du bâtiment.

4.6 EFFETS SUR LE PAYSAGE

L'aspect paysager a été traité avec soin. L'extension sera réalisée en continuité avec le bâtiment existant. Les mêmes principes architecturaux et paysagers seront mis en place pour le bâtiment Bis.

4.7 EFFETS SUR LA SANTE

Les effets directs sur la santé publique sont liés au trafic occasionné par les activités du site. Toutefois, le trafic engendré par le projet est faible au regard du trafic routier global existant.

4.8 EFFETS LIES A LA PHASE CHANTIER

Les nuisances occasionnées en phases de chantier sont propres aux différentes phases de travaux : bruit, poussières, vibration... Ainsi, au cours de la phase de construction, les principales nuisances potentielles seront :

- Les émissions atmosphériques :
 - Les gaz d'échappement des engins de chantier et des véhicules
 - La poussière du chantier de construction et des allées de circulation
- Le bruit et les vibrations

La circulation ne sera pas ou peu perturbée dans la mesure où les accès sont déjà existants.

Mesures relatives à la phase chantier

L'objectif principal est de planifier et d'organiser le chantier tout en respectant l'environnement.

Afin de minimiser les nuisances liées à la phase de chantier ainsi que les impacts environnementaux, les mesures suivantes seront mises en place :

- Le respect des horaires de travail,
- La limitation des bruits autant que techniquement possible,
- La prévention des envols de poussières.